Lucien FAGGION, Christophe RÉGINA & Bernard
RIBÉMONT (dir.), *La Culture judiciaire. Discours,
représentations et usages de la justice du Moyen Âge à
nos jours*

Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014

Lorraine Chappuis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13641>

DOI : 10.4000/clio.13641

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Lorraine Chappuis, « Lucien FAGGION, Christophe RÉGINA & Bernard RIBÉMONT (dir.), *La Culture judiciaire. Discours, représentations et usages de la justice du Moyen Âge à nos jours* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 29 septembre 2017, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13641> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13641>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2021.

Tous droits réservés

Lucien FAGGION, Christophe RÉGINA & Bernard RIBÉMONT (dir.), *La Culture judiciaire. Discours, représentations et usages de la justice du Moyen Âge à nos jours*

Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014

Lorraine Chappuis

RÉFÉRENCE

Lucien FAGGION, Christophe RÉGINA & Bernard RIBÉMONT (dir.), *La Culture judiciaire. Discours, représentations et usages de la justice du Moyen Âge à nos jours*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014, 522 p.

- 1 Cet ouvrage collectif consacré à la culture judiciaire cherche à appréhender les liens entre autorités et justiciables, à étudier la capacité des acteurs à se réapproprier la norme. Les vingt-sept articles qui constituent le livre, produits par des chercheur.euse.s aussi bien en histoire qu'en littérature, en droit ou en histoire du droit, couvrent une large périodisation allant du Moyen Âge à nos jours. Si les directeurs reconnaissent une forme de « dispersion » (p.12) procédant de la mise ensemble d'éléments très divers, celle-ci est parfaitement assumée. Le résultat obtenu offre une riche contribution à l'histoire institutionnelle et sociale de la justice, en continuant de stimuler ici la réflexion dans le courant des *cultural studies*.
- 2 Les articles sont agencés en trois parties : genre et sexualité ; représentations et discours ; stratégies et pouvoirs. Malgré le grand intérêt suscité par les articles des deuxième et troisième parties, l'essentiel de mon attention se portera sur les rapports

de genre dans la culture judiciaire et, donc, principalement sur les articles de la première section.

- 3 Après une introduction très éclairante par S. Perrier, G. Murphy propose un article sur les affaires de violences conjugales en France (XVII^e et XVIII^e siècles). Fondant sa recherche sur les dépositions des maris suivant la plainte de leur femme, l'auteur étudie les stratégies de défense masculines. Il observe un fort « dimorphisme sexuel » selon lequel les plaintes féminines obéissent à une « rhétorique normative » (p. 25), alors que les versions masculines sont beaucoup plus individuelles. Il en dégage quatre stratégies de défense : le déni ou la fuite ; l'exercice légitime du droit de correction ; l'attaque de la réputation féminine ; la défense de sa propre réputation. J.-C. Robert étudie également des stratégies de défense masculines au XVIII^e siècle, dans le contexte différent des procès pour agressions sexuelles en Roussillon. Ces stratégies s'appuient sur le climat de suspicion à l'égard des femmes et la difficile conception de leur consentement : la voix des experts se révèle ici fondamentale, car c'est elle qui, en prenant le corps pour preuve, doit prouver la résistance féminine. Les stratégies masculines ressemblent à celles observées par G. Murphy : le déni et la fuite ou l'accusation de débauche portée contre la femme. L'article de G. Ther est ensuite dédié à la représentation du couple dans les *factums* (fin XVIII^e siècle). C'est moins la « conflictualité du couple » que la « valorisation de l'harmonie » (p. 64-65) qui l'intéresse ; elle voit dans cette mise en scène instrumentalisant l'accord la possibilité de nuancer la norme juridique de la puissance du mari sur sa femme et décèle des marges d'autonomie féminines.
- 4 J. Guilhaumou et M. Lapied proposent un article sur la « scène judiciaire révolutionnaire » (p. 77) dans le Sud-Est. En étudiant les accusations politiques, les auteurs soulignent la faculté d'adaptation des justiciables à la nouvelle rhétorique révolutionnaire. L'étude se concentre sur la situation de femmes s'adressant au tribunal comme suspectes ou requérantes. Il en ressort leur capacité de s'appropriier les stéréotypes dans une attitude passive en faisant appel à l'humanité des juges sur la détresse physique et morale de leur famille ; ou, dans une attitude active, en composant avec le nouveau discours sur la famille et le travail : elles mettent alors en avant leur rôle de « bonne citoyenne » dans leur figure d'épouse ou de mère. L'article suivant, par K. Salomé, prolonge cette problématique mais dans le contexte de la violence politique des femmes. Autour du procès de Laure Grouvelle en 1838, accusée de complot contre la vie du roi, l'auteure étudie les représentations de cette violence féminine qui trouble les normes dans un contexte où les femmes se voient refuser l'« appartenance au corps civique » (p. 94).
- 5 Les cinq articles suivants sont consacrés à des sujets liés à la sexualité et la maternité ; trois sont dédiés à l'infanticide. Celui d'A. Basilico étudie les stratégies de défense des accusées dans la province des Abruzzo Ultra (Abruzzes ultérieure) au XIX^e siècle. L'auteur observe les actes des femmes enceintes pour échapper au contrôle des « matrones » en soustrayant leur corps à la sphère publique. Quand la justice est alertée, il est possible pour ces femmes d'éviter une condamnation en recourant à un « patrimoine commun de connaissances » (p. 118) transmis entre femmes : nier l'accusation ou invoquer l'accident à la naissance, suite à une grossesse ignorée jusqu'au terme en raison des fréquentes périodes d'aménorrhées hors conception. S. Chilette se penche sur la même problématique à Florence (1880-1922) ; si elle identifie également l'ignorance de la grossesse comme stratégie de défense principale, elle

insiste quant à elle sur le rôle primordial des experts dans la construction de la preuve de la culpabilité féminine : un examen « nécropsique » observe le corps du nouveau-né ; l'examen obstétrique s'attache à trouver les preuves dans le corps féminin d'un accouchement potentiellement nié ; à cela s'ajoute éventuellement « l'expertise psychologique » (p. 156) dans les cas où la femme nierait avoir eu connaissance de sa grossesse. La légitimité du médecin l'autorise à se prononcer sur la crédibilité du témoignage féminin en formulant un jugement fondé sur des « normes de conduites » (p. 161) et non sur une observation du corps. Enfin, le troisième article, par L. Quiroz-Perez, s'attache à la problématique dans le contexte du Pérou (XIX^e siècle). Si l'objet semble être théoriquement le même, il se révèle fort différent dans la pratique. En contradiction avec la loi promulguée par la minorité blanche, les victimes d'infanticide ne sont pas uniquement des nouveau-nés mais peuvent être des enfants jusqu'à l'âge de 5 ans tués ou maltraités par une femme ou un homme, ce qui en fait moins un crime révélateur des normes de l'honneur que des représentations de la maternité et de la valeur accordée à l'enfant.

- 6 Toujours en lien avec la maternité, l'article d'E. Berthiaud est consacré aux « femmes enceintes devant la justice révolutionnaire » (1793-1810). Représentations et stratégies sont à nouveau au cœur de la démonstration autour de cas d'accusées qui recourent à l'argument d'une grossesse, fictive ou non, pour repousser une condamnation à mort. Entre savoirs féminins sur le corps, expertises médico-légales et impératifs politiques, l'article met en lumière la lutte de pouvoir entre femmes, juges et experts autour de l'établissement du diagnostic de grossesse. Enfin, le dernier article relatif à la sexualité est celui d'A.-C. Ambroise-Rendu sur les affaires d'attentat à la pudeur sur enfants (1832-1970). Il pose la question du statut de la parole infantile dans le monde judiciaire, dans un contexte de méfiance édifée en « socle d'une théorie générale » (p. 183) par les médecins à la fin du XIX^e siècle, qui présuppose une fausse accusation de la part de l'enfant. L'auteur décrit les « effets pervers en justice » (p. 197) de la peur du mensonge et de la survivance de la question du consentement dans le cadre d'un crime qui ne devrait juridiquement plus la poser depuis 1832.
- 7 Un dernier article clôt ce chapitre sur genre et justice : le texte de J. Gaté et de M.-L. Gély sur « la composition sexuée des formations de jugement » dans la France d'aujourd'hui. La pensée universaliste a jusqu'ici empêché le développement d'une réelle réflexion autour du « *gender and judging* » (p. 200) et de la féminisation de la justice en France, réflexion à laquelle elles contribuent dans cet article.
- 8 Il ressort des onze articles résumés ici la notion de stratégies des acteurs. Celles-ci évoquent l'analogie entre théâtre et scène judiciaire, sur laquelle les justiciables se présentent dans un rôle dont le genre est une dimension structurante essentielle. Si ce rôle est partiellement défini par des stéréotypes, les acteurs gardent une marge de manœuvre importante qui leur permet d'adapter les normes ou au contraire de s'y conformer, ce qui témoigne de leur fine compréhension de la culture judiciaire. Ces représentations peuvent toutefois être contradictoires dans leurs effets en fonction du contexte et de la situation politique, ce qui rappelle la « fluidité des perceptions de genre » (S. Perrier, p. 21). L'importance de la métaphore théâtrale n'est cependant de loin pas limitée à cette première partie, et sous-tend également la plupart des articles des deuxième et troisième chapitres. Les auteurs consacrent en effet une grande attention aux stratégies des justiciables et contribuent à souligner le rôle de deux acteurs aussi fortement présents dans le premier chapitre : l'opinion publique et les

experts médico-légaux. Malgré leur sujet et ancrage chronologique très divers, les articles de ce volume entrent ainsi en résonance les uns avec les autres et constituent une riche étude contribuant à caractériser la culture judiciaire.

AUTEUR

LORAINÉ CHAPPUIS

Université de Genève, Équipe *Damoclès*